



Filière : BIL

Session : 2024

Épreuve de : Option - économie

Z1-00010
137781
option

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Dans sa lettre remise au Président de la République le 22 avril 2024, le gouverneur de la Banque de France rappelle qu'il s'agit d'assainir les ~~des~~ finances publiques et de réduire le déficit, et de fait la dette. En effet, la dette, un stock, s'alimente avec le déficit, un flux. Dès lors, il semble que la dette soit un fardeau.

Chaque année, le déficit de la France est annoncé, déficit qui monte à 5,5% du PIB pour l'année 2023. Ce déficit, résultat de la différence entre des dépenses qui sont supérieures aux recettes, alimente la dette publique, celle contractée par l'État, s'élevant à 111% du PIB pour l'année 2023 en France. Dès lors, la question qui se pose est celle du financement de la dette. Il existe trois modalités de financement de la dette publique : la création monétaire, l'emprunt et l'augmentation des impôts. En pratique, les États arbitrent entre les deux dernières options, la première étant caduque du fait de l'indépendance des banques centrales. Par ailleurs, se pose la question de la soutenabilité de la dette. Celle-ci dépend des trois variables que sont le taux d'inflation, le taux de croissance du PIB et le taux d'emprunt sur les

marchés financiers. Il est clair qu'à la fois le financement de la dette et la question de la soutenabilité de celle-ci se pose en des termes différents en fonction des pays : le rapport aux marchés financiers peut être différent ainsi que l'utilisation de la dette.

En effet, il s'agit de se demander ce que la dette finance : est-ce des dépenses de fonctionnement ou des investissements utiles pour l'avenir ? En fonction de l'utilisation de la dette, celle-ci devient outil ou fardeau.

Un outil est de fait ce qui aide les agents, ici l'Etat, ce qui est utilisé en vue d'une fin déterminée. Il faudra se demander sous quelles conditions la dette publique peut être utile.

Un fardeau, à l'inverse, renvoie à un poids, à ce qui peut faire ralentir ou à ce qu'on transmet. Dès lors, en quoi la dette publique peut-elle freiner l'économie ? N'y a-t-il pas des cas où la dette publique peut être considérée comme un poids, à la fois pour l'économie, mais également pour les générations futures ?

Enfin, il est clair que la question de l'utilité de la dette, comprise comme le fait d'être un outil ou un fardeau, se pose en d'autres termes aujourd'hui que dans les Trente glorieuses. De fait, la mondialisation, la financiarisation de l'économie ou encore la mobilité des capitaux a drastiquement reposé la question de l'efficacité de la dette.

D'un point de vue européen enfin, l'avènement de la monnaie unique ainsi que du Pacte de Stabilité et de Croissance (1997)

a rendu autrement plus compliqué le fait de s'endetter pour les pays de la zone euro. Dans ce cas, la dette publique est-elle encore un outil ?

Dès lors, bien que la dette ait pu être considérée comme un outil, dans quelle mesure pouvons-nous affirmer que la dette publique pèse aujourd'hui lourd sur les économies ?

Si la dette publique est un outil précieux en vue de politiques budgétaires efficaces (I), la dette publique s'avère peser lourd dans nos économies (II). En réalité, il s'agit de repenser la dette afin qu'elle devienne un outil utile et nécessaire, sans être un fardeau pour les générations futures (III).

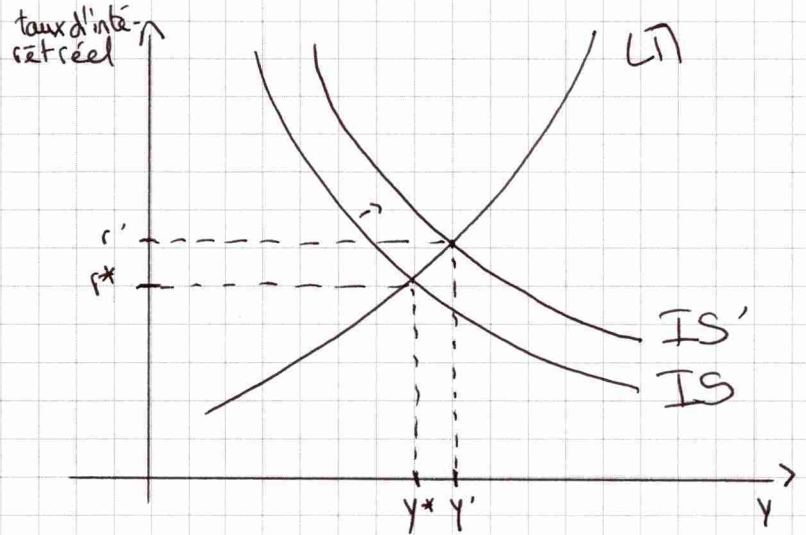
* * *

La dette publique est un outil précieux en vue de politiques budgétaires efficaces. Afin de relancer l'économie, la dette est un outil nécessaire (A). De plus, il semble qu'il faille s'endetter pour investir dans l'avenir (B).

En période de dépression économique, l'État, avec l'outil de la dette, doit être en capacité de relancer l'économie. Dans la Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie (1936), Keynes explique que l'État est le seul agent capable de relancer l'économie, quitte à s'endetter, en relançant la demande et donc la production. Le premier exemple de politique de relance dite "keynésienne" est celle du "New Deal" de F.D. Roosevelt aux

Etats-Unis dès 1932. Cependant, notons d'emblée que les conditions de l'économie n'étaient pas semblables aux conditions d'aujourd'hui. De fait, l'économie était plutôt fermée dans l'Entre-deux-guerre et les taux de change n'étaient pas flottants. ~~Dès lors, il semble~~

Le graphique ci-contre permet tout de même d'expliquer en quoi une politique budgétaire de relance, politique qui peut utiliser l'outil de l'endettement est efficace lorsqu'il s'agit de relancer l'économie.



Modèle IS-LI en économie fermée

La courbe IS, représentant

l'équilibre sur le marché des biens et services, se déplace vers la droite dès lors qu'une politique budgétaire de relance est menée. L'endettement est alors utile en cela qu'il permet l'augmentation du PIB (Y). S'il semble que cette politique budgétaire doive être doublée d'une politique monétaire expansionniste afin de contrer l'effet d'éviction qui augmente le taux d'emprunt réel, nous n'explicitons ici que le cas de la courbe IS. Si ce modèle est caduque du fait de l'ouverture des économies à la fin des Trente Glorieuses, il offre tout de même un cadre d'analyse permettant de comprendre en quoi l'endettement peut être un outil de relance, nécessaire dans certains cas. Ainsi, les Etats ont récemment utilisé cet outil afin de relancer leurs économies. En 2009, le président américain B. Obama décide d'un plan de 800 milliards de dollars afin de relancer l'économie et l'Irlande s'endette à plus de 40% de son PIB afin de sauver son

Filière : BIL

Session : 2024

Épreuve de : Option - économie

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

système économique. De la même manière, les "relances Covid" de 2020 montrent à quel point l'endettement public est nécessaire, et crucial, à certaines périodes. Ainsi, le 8 mars 2020, la Commission Européenne s'empresse d'activer la clause dérogatoire du pacte de stabilité et de croissance (1997) afin que les États membres de la zone euro puissent s'endetter au-delà des 60% autorisés par ce pacte. Dès lors, la dette de la France passe d'environ 90% de son PIB à plus de 120% de son PIB fin 2020. De plus, les prêts garantis par l'État ont, par exemple, nécessité 300 milliards d'euros, et le "chômage partiel" a été entièrement pris en charge par l'État jusqu'en juin, puis à hauteur de 85% jusqu'à la fin 2020. Par ailleurs, l'Allemagne, pourtant particulièrement attachée aux "règles de Maastricht" s'endette à plus de 60% de son PIB. Dès lors, il est clair que ces endettements ont été utiles, sans quoi les économies se seraient effondrées. Ainsi, malgré l'ouverture des économies, quoique remise en cause durant le Covid, la dette publique est toujours un outil précieux pour les gouvernements, et ce particulièrement en période de crise.

Par ailleurs, il semble pertinent de s'endetter pour investir dans l'avenir. En décembre 2023, la loi Organique relative aux Lois de Finance (LOLF) s'intitulait d'ailleurs: "Maîtriser la dépense publique pour investir dans l'avenir". Si celle-ci suggère une réduction de la dette publique, elle indique également que l'investissement dans l'avenir est nécessaire. Delmas dans Le maître des horloges explique comment l'Etat, étant le "maître des horloges", peut et doit s'endetter pour investir dans l'avenir. Abolissant la "tragédie des horizons" car étant immortel, l'Etat peut transmettre sa dette sur plusieurs décennies, ce qui justifie l'utilisation de l'outil qui est la dette pour investir dans l'avenir. En mars 2024, P. Aghion rend un rapport concernant l'Intelligence Artificielle (IA) au gouvernement. Celui-ci préconise un investissement à hauteur de 5 milliards d'euros par an afin de soutenir l'innovation et la Recherche et Développement (R&D) dans ce secteur. Cet investissement doit être considéré comme tel par l'Etat, c'est-à-dire en prenant en compte le "retour sur investissement" (Bawerk, Théorie positive du capital), et ce quitte à s'endetter. De fait, si l'Etat utilise comme un outil la dette publique afin de financer des investissements de long terme ou pour améliorer la compétitivité de l'industrie, cette dette est utile en cela qu'elle permet un retour sur investissement. À ce titre, l'économie américaine est représentative de la "bonne dette". Endettée à hauteur de 150% de son PIB et ayant un déficit public dépassant les 8%, l'économie américaine est flamboyante, avec un plein-emploi.

qui semble durable et avec une capacité d'investissement et d'innovation bien supérieure à celle des pays européens. Fait de fait, F. Lévesque dans Les entreprises hyper-puissantes rappelle à quel point les gouvernements successifs américains ont fait le choix de subventions massives, en premier lieu en direction des GAFAM. L'"Inflation Reduction Act" (IRA) lancé par le Président Biden est également représentatif de ce que peut être un investissement dans l'avenir, quitte à utiliser l'outil de la dette. Ainsi, 400 milliards de dollars sont injectés dans l'économie américaine dans le but de soutenir la transition énergétique, investissement qui suite de fait un effet de levier. Par ailleurs, il semble qu'investir dans la R&D est un investissement, et une dette, utile. Dans les années 1970 et 1980, les dits "Quatre Dragons" (Singapour, Hong-Kong, Taïwan, Corée du Sud) ont investi massivement dans la formation, le "capital humain", la recherche et développement. Si l'outil de la dette a dû être mobilisé afin de réaliser ces investissements, ces quatre économies ont rapidement rattrapées celles des pays déjà largement développés. Dès lors, investir, et s'endetter, dans la formation et la R&D semble être rentable.

Par ailleurs, la question de la dette l'est d'autant plus à l'aune de la transition écologique, que le GIEC appelle régulièrement à réaliser de manière urgente. De fait, plus les gouvernements attendent pour mettre en place cette transition plus celle-ci aura un coût élevé. Dès lors, Elbi Laurent rappelle dans Le bel avenir de l'Etat-providence que celui-ci passe également par une transition écologique qu'il s'agit de faire au niveau européen. S'endetter pour réaliser cette transition paraît utile, bien que coûteuse, et représente une de ces

investissements pour l'avenir des plus cruciaux.

Enfin, investir dans l'avenir nécessite une certaine croissance, déjà inférieure à 1% en France en 2023. Dès lors, si Bruno Le Maire, ministre de l'économie, a annoncé le 6 mars 2024 vouloir réaliser 10 milliards d'euros d'économie, somme remontée à 20 milliards depuis l'annonce du déficit à 5,5% pour 2023, le gouverneur de la Banque de France l'avertit sur les risques que représentent ces coupes budgétaires sur la croissance. Dès lors, l'actualité montre à quel point la dette peut être utile pour la croissance, ceci alors que les règles budgétaires européennes mettent cet outil de la dette dans un carcan.

Ainsi, la dette publique est un outil précieux en vue de politiques budgétaires efficaces. Pour relancer l'économie, il est clair que l'État doit s'endetter. Pour investir dans l'avenir, pour mener à bien des transitions coûteuses, l'utilité de la dette est démontrée. Cependant, ne doit-on pas s'interroger sur les limites que comporte cet outil qu'est la dette ?

* * *

La dette publique peut s'avérer peser lourd sur l'état des finances publiques ainsi que sur les générations futures. Il s'agit d'analyser le problème de la soutenabilité de la dette (A) ainsi que celui du financement de la dette publique (B).

D'un point de vue purement comptable, une dette est dite soutenable si elle est remboursable. Au niveau de l'État

Copie anonyme - n°anonymat : 137781

Emplacement QR Code	Filière : BIL	Session : 2024
	Épreuve de : Option - économie	
Consignes <ul style="list-style-type: none">• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)• Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		
<p>et de la dette publique, le raisonnement est le même.</p> <p>Le premier problème soulevé est d'abord celui d'une dette qui s'auto-alimente. Les travaux de Donar mettent en évidence le dit "effet boule de neige". De fait, la dette s'auto-alimente quand le "service de la dette", part des dépenses publiques consacré au remboursement de la dette, devient trop élevé. Après une série de calculs et d'études sur plusieurs pays, Donar montre que la dette n'est soutenable q qu'à trois conditions : un taux de croissance du PIB élevé, un taux d'emprunt strictement inférieur au taux de croissance du PIB et une inflation forte. Si l'on applique ces conditions à la France aujourd'hui, un risque de défaut est visible. De fait, le taux de croissance du PIB était inférieur à 1% en 2023, la France emprunte à hauteur de 3,15% sur les marchés et l'inflation est redescendue en dessous des 3% en mars 2024. Dès lors, le fait que le "service de la dette" soit la quatrième poste de dépense en 2024 s'explique avec ces travaux. D'ailleurs, le risque "d'effet boule de neige" est également utilisé par les gouvernements pour faire des coupes budgétaires, ainsi que celles annoncées par B. Le Maire. De ce point de vue, la dette publique est une z charge au pour l'économie.</p>		
		9/19

étant donné le risque de défaut.

Par ailleurs, les travaux, quoique critiqués, de Reinhart & Rogoff expliquent la mise en corcan des politiques budgétaires des pays de la zone euro avec les "règles de Maastricht". Selon les auteurs, à partir de 90% de dette, il y a un risque de croissance négative. Dès lors, il peut être expliqué ainsi que le Pacte de Stabilité et de Croissance ait opté pour la règle des 60%. Il semble ainsi que la dette publique soit un fardeau, d'abord pour la Banque Centrale Européenne (BCE) et maintenant pour les Etats membres qui se doivent de respecter ces règles.

Par ailleurs, l'avènement des marchés financiers depuis les années 1980 repose la question ~~du financement~~ de la soutenabilité de la dette.

Bourguinat dans Finance internationale (1987) préconise les "trois D": dédouronnement des banques, déreglementation des marchés, désintermédiation. Ce dernier terme est celui qui a consisté pour les Etats à directement se financer sur les marchés. Par émission de Bons du Trésor, la dette des Etats est achetée directement, sans intermédiaire. Or, ce type de financement pose la question de la soutenabilité en cela que les marchés sanctionnent les Etats trop laxistes dans la gestion de leurs finances publiques. Les agences de notation (Standard & Poor's, Moody's et Fitch Ratings majoritairement) sont chargées de "noter" les Etats, note ayant un impact sur le taux d'emprunt des Etats sur les marchés financiers. Si ces agences ont montré leurs limites en ayant noté AAA des titres contenant des "subprimes" avant

2008, il est clair qu'elles ont toujours un pouvoir sur la gestion des finances publiques. À nouveau, le spectre de la notation est régulièrement avancé lorsqu'il s'agit de justifier des coupes budgétaires, à l'instar de celles de 2023 et de 2024 en France. L'enjeu du taux d'emprunt sur les marchés est crucial, comme vu avec Danemark. Ainsi, la Grèce empruntait à plus de 20% sur les marchés dans la décennie 2010 du fait de la "crise de la dette souveraine" et de la prime de risque associée aux Bons du Trésor. Sur la même période, l'Allemagne empruntait à hauteur de 2% sur les marchés financiers. Dès lors, la dette publique semble être un fardeau pour les États, en cela qu'elle freine la croissance du PIB si la dette s'auto-alimente, ce qui est d'autant plus vrai à l'heure de la financiarisation de l'économie.

En outre, se pose la question du financement de la dette : qui paye ? On l'a vu, la dette publique se finance de deux manières différentes : par une augmentation des impôts ou par des emprunts sur les marchés financiers (la création monétaire étant caduque depuis l'indépendance de la plupart des Banques centrales). Financer une politique de relance paraît pourtant contradictoire si on ~~la~~ la finance avec une augmentation des impôts. De fait, une augmentation implique une baisse du revenu disponible des ménages, ~~ce~~ ce qui ne paraît pas favoriser la consommation, c'est-à-dire la relance. Pourtant, le théorème d'Haavelmo nous montre que, grâce à ~~à~~ l'hypothèse de la propension marginale à consommer des ménages, hypothèse tirée des travaux de Keynes, cette politique budgétaire financée par l'impôt reste efficace. Ainsi, financer la dette publique par l'impôt, quand bien même la dette servirait à relancer l'économie

reste efficace, quoiqu'étant alors perçu comme un fardeau par les ménages.

De plus, le théorème Ricardo-Barro, ou "équivalence ricardienne", nous explique que dans les deux cas, la dette est un fardeau. Si l'Etat choisit de financer cette dette par l'impôt, celle-ci rend caduque les investissements qui en découlent. Si l'Etat choisit de financer cette dette par l'emprunt, les ménages anticipent une future hausse d'impôt et épargnent ce qui a pu leur être donné dans le cadre d'une politique budgétaire de relance. L'hypothèse forte de ce modèle est ici celle d'une anticipation rationnelle des agents, ainsi que la Nouvelle Economie Classique l'explique. A la suite de M. Friedman et de son hypothèse "d'anticipation adaptative" des agents, des économistes tels que Robert Lucas et Nuth ont mis au point les "anticipations rationnelles". Selon eux, les agents prendraient en compte la totalité des informations, auxquelles ils auraient accès sans délai ni coût, avant de prendre une décision. Dès lors, la dette est inutile et est un fardeau car les agents anticipent des impôts futurs et épargnent au lieu de consommer. De ce problème découle celui de la dette "légée" aux générations futures. Les économistes de tendance libérale tel que Jean-Pierre Daniel expliquent ainsi régulièrement qu'au nom d'une solidarité intergénérationnelle, la dette doit être maîtrisée afin de ne pas la léguer aux générations futures.

~~Le~~ A nouveau, cet argument est utilisé dans le cadre de coupes budgétaires, argument qui démontrerait le fardeau que représente la dette.

Enfin, la question du financement de la dette est cruciale lorsqu'il s'agit d'analyser l'utilité ainsi que le remboursement de la dette.

Copie anonyme - n°anonymat : 137781

Emplacement
QR Code

Filière : BIL

Session : 2024

Épreuve de : Option - économie

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

David Cayla dans Déclin et chute du néo-libéralisme est ainsi critique à l'égard de la "politique du chèque" portée par N. Macron depuis 2017. De fait, la multiplication de ces chèques (chèque énergie, chèque inflation, chèque exceptionnel, ...) ainsi que des remises à la pompe indifférenciée amène à une "monnaie hélicoptère" mal utilisée. Ainsi, non seulement cette politique engendre une dette croissante mais en plus cette dette semble devoir être remboursée un jour par une augmentation des impôts, potentiellement punitive à l'égard des classes sociales les plus modestes.

Ainsi, la dette peut s'avérer peser lourd sur les finances publiques, les ménages, voire les générations futures. Le double enjeu de la soutenabilité de la dette ainsi que de son financement permet d'éclairer le fardeau que représente en réalité la dette publique. Pourtant, il nous faut considérer que la dette doit être un outil utile pour l'avenir et ce sans être un fardeau, équation qu'il s'agit de résoudre.

* * *

Il s'agit à présent de repenser le problème que semble être la dette publique afin qu'elle redevienne un outil utile des politiques budgétaires. Si la dette publique ~~seule~~ a d'abord été le fruit de la construction d'un problème (A), il faudra envisager la question de la dette européenne et d'une refonte des règles budgétaires comme seule manière d'arbitrer entre outil et fardeau (B).

En premier lieu, il s'agit de comprendre comment la question de la dette est devenue centrale dans nos économies, alors même que celle-ci n'a pas toujours été au centre des débats. Si la fin des Trente glorieuses et l'entrée dans la financiarisation de l'économie ont pu être interprétés comme des faits explicatifs, B. Lemoine dans L'ordre de la dette rappelle que c'est avant tout le personnel politique qui a construit ce problème. Ainsi, le Pacte de Stabilité et de Croissance signé en 1997 est la représentation concrète de cette idée. La dette publique, qui n'était pas au centre des débats, est devenue centrale dans la gestion des finances publiques et le fardeau est désormais moins la dette publique elle-même que le fait de respecter des règles, par ailleurs discutées et discutables. J. Pisani-Ferry dans Le réveil des démons. La crise de l'euro ou comment nous en sortir explique combien le vrai défi pour la zone euro est bien plus celui de la gestion de la crise de la dette que la crise de 2008 en elle-même. De fait, la "Troïka" imposée à la Grèce par le FMI, la BCE et l'Eurogroupe a été

dévastatrice pour l'économie grecque, bien qu'ayant permis un reflux de la dette. Les privatisations de services publics, les licenciements massifs de fonctionnaires et le chômage qui en a découlé ont provoqués une récession de 5% du PIB grec. Ainsi en 2017, le chômage atteint le niveau record de 25%, chômage qui avait pourtant été évalué, de manière projective, par le FMI à 17%. Or, cette "crise de la dette souveraine" est unique en son genre, le Pacte de Stabilité et de Croissance l'étant également. Pendant que les Etats-Unis ou le Royaume-Uni relançaient leurs économies dans l'après-2008, la zone euro imposait des mesures d'austérité budgétaires sans précédent à la Grèce. Si le problème économique de la dette grecque était avéré, J. Stiglitz dans L'euro. Comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe explique à quel point le manque de solidarité des Etats membres doublé du Pacte de Stabilité et de Croissance, qui met dans un carcan les politiques budgétaires des Etats, est un risque pour les économies européennes. Ainsi, la question de la dette doit être repensée en d'autres termes : si la dette publique doit être maîtrisée afin qu'elle ne devienne pas un fardeau, jusqu'à quel point cette maîtrise doit-elle mettre en danger les économies ?

A ce titre, S. Kelton va encore plus loin dans Le mythe du déficit. Reprenant et traitant de plusieurs griefs adressés au déficit, et donc à la dette, elle explique notamment qu'en réalité, la dette est toujours monétisable. Ainsi, les Etats-Unis sont l'exemple de cette idée : ayant un déficit et une dette publique supérieures ~~aux~~ à celles de la France, les Etats-Unis sont pourtant mieux notés par les agences que la France et empruntent à des taux inférieurs sur les marchés financiers. Dès lors, la dette est-elle encore un fardeau ?

Enfin, la dette publique doit, de manière urgente, être à nouveau considérée comme un outil, utile et nécessaire, pour l'avenir. Pour ce faire, nombre d'économistes fédéralistes européens, à l'instar de J. Pisani-Ferry, N. Aglietta ou T. Pihetty appellent à une union budgétaire de la zone euro. De fait, celle-ci a rendu commune la politique monétaire mais a laissé aux Etats membres leur politique budgétaire, tout en restreignant ce volet à l'aide du pacte de Stabilité et de Croissance de 1997. Celui-ci, renforcé par la signature en 2012 du Traité sur la Stabilité et la Coordination de la Gouvernance (TSCG), contraint les Etats à s'interdire un déficit à 3% du PIB et à une dette à 60% au maximum du PIB. Or la moyenne européenne est proche de 90% du PIB en termes de dette et le Covid a montré combien l'endettement des Etats était parfois nécessaire. D'ailleurs, c'est dans ce cadre qu'un transfert budgétaire inédit a été mis en place. Le plan "Next Generation EU" met en commun 750 milliards d'euros de dette, une dette européenne unique. Ce transfert budgétaire, conforme au critère de Johnson concernant les zones monétaires optimales, fait de la dette publique un outil pour les Etats, afin de relancer au mieux les économies. En outre, les ministres des finances de la zone euro se sont mis d'accord en décembre 2023 pour assouplir et adapter les règles de "Maastricht" aux différentes économies européennes. Enfin, c'est d'un point de vue écologique que la dette publique européenne aurait du sens. De fait, la dette en Europe doit être considérée comme un outil, plutôt qu'un fardeau ainsi que le suggèrent les différents pactes et "règle d'or budgétaire".

Filière : BIL

Session : 2024

Épreuve de : Option - économie

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

En 2023, une note du CEPII de N. Aglietta intitulée "Pour un Green New Deal" appelle à la mise en œuvre d'obligations "vertes" qui réduiraient le coût de ces obligations et leurs rémunérations afin de rendre plus vert l'émission de titres européens. La même année, le principe des "Green Bonds" est accepté par le Conseil Européen, et doit être prochainement voté au Parlement. Dès lors, la dette publique doit parfois être considérée comme un outil, outil pour investir dans l'avenir, dans la transition écologique ainsi que pour finaliser l'union monétaire ~~et donc~~ de la zone euro, union qui doit tendre que une union budgétaire afin d'utiliser au mieux la dette publique.

Ainsi, la dette publique, si elle peut être considérée comme le fruit de la construction d'un problème qui, en réalité, n'en est pas un, peut tout de même être utilisée à des fins déterminées comme nécessaires. Ainsi, l'enjeu de la réalisation d'une union budgétaire pour la zone euro éclaire comment la dette publique, bien que d'abord considérée comme un fardeau, peut se révéler utile et bien utilisée, si tant est que les règles budgétaires évoluent.

* * *

Pour conclure, la dette publique doit être considérée comme un outil par les gouvernements. Il est clair que la dette publique peut être un fardeau, notamment à l'aune de la financiarisation de l'économie, à la fois pour les finances publiques et pour les ménages. Le problème du financement de la dette est d'autant plus crucial que la dette augmente et celui-ci ne doit pas être négligé. Pour autant, l'enjeu du financement de la transition numérique, énergétique et écologique doit primer. Si, en particulier, la transition écologique n'est pas faite rapidement, c'est cette inaction qui va devenir un fardeau pour nos économies, et non la dette qui aurait permis de la financer. Ainsi, cette transition doit être aidée par un endettement public qui peut être massif mais qui peut également se faire au niveau européen. Les enjeux de la transition écologique, de la dette et de l'union budgétaires sont à appréhender au niveau européen, ainsi que le recommande T. Piketty.

Par ailleurs, les coupes budgétaires régulières dans les finances publiques ne font que repousser l'échéance de la mise en place, concrète et effective, de la transition écologique et énergétique. Dès lors, le dispositif "MaPrime Rénov'", qui permet de renover les habitations mal isolées en vue de cette transition énergétique, a vu son budget passer de 1 milliard à 600 millions d'euros pour 2024, du fait des réductions de dépenses, à hauteur de 20 milliards d'euros, annoncées par B. Le Maire. Cette nouvelle

cepe budgétaire montre que la dette publique est encore perçue
comme un fardeau, alors même qu'elle devrait nous aider à mener
les transitions cruciales du XXI^e siècle.

~

